

Convention collective départementale
IDCC : 1560. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES
(Alpes-Maritimes)
(27 juillet 1989)

(Bulletin officiel n° 1990-2 bis)
(Etendue par arrêté du 22 juin 1990,
Journal officiel du 5 juillet 1990)

ACCORD DU 31 MAI 2011
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
ET AUX TAUX GARANTIS ANNUELS POUR L'ANNÉE 2011

NOR : ASET1151014M
IDCC : 1560

Entre :
L'UIMM Côte-d'Azur,
D'une part, et
La CFTC,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques au 1^{er} mai 2011

Les signataires conviennent que la valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est porté à 4,34 €, à compter du 1^{er} mai 2011, pour la détermination du barème de rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) telles que définies à l'annexe I de la convention collective des industries métallurgiques électriques et connexes des Alpes-Maritimes et servant d'assiette de calcul de la prime d'ancienneté prévue à l'article 49 de la convention collective susvisée.

Toutefois, par dérogation aux dispositions ci-dessus, les RMH des salariés classés aux coefficients 140 à 155 de la grille de classification de la métallurgie sont calculées indépendamment de la valeur du point et sont fixées comme suit pour une base de 151,67 heures :

- K 140 : 725,69 € ;
- K 145 : 725,85 € ;
- K 155 : 726,15 €.

Ce barème doit être adapté à l'horaire de travail effectif et supporter, de ce fait, les majorations légales pour heures supplémentaires, s'il y a lieu.

Article 2

Taux garantis annuels à compter de l'année 2011

Les signataires conviennent d'instituer à compter de 2011 un barème de taux garantis annuels (TGA), applicable à l'ensemble des catégories de personnels visés à l'accord national du 21 juillet 1975 modifié sur les classifications.

Les taux garantis annuels sont fixés par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituent la rémunération annuelle brute en-dessous de laquelle ne pourra être rémunérée aucun salarié adulte travaillant normalement.

Les TGA ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Ce barème est établi base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Ce barème doit être adapté à l'horaire de travail effectif et supporter, de ce fait, les majorations légales pour heures supplémentaires s'il y a lieu.

Pour la vérification de l'application de cette garantie, il sera tenu compte de tous les éléments bruts du salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paye et supportant des cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue par la présente convention collective ;
- majorations pour nuisances susceptibles d'être allouées dans le cadre des dispositions de l'article 46 de la convention collective, et dans le cas de travaux pénibles, dangereux et insalubres visés par l'accord national du 13 juillet 1983 ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

En application de ce principe, seront exclues de l'assiette de vérification, les sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation aux résultats de l'entreprise n'ayant pas le caractère de salaire ainsi que les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux garantis annuels.

S'agissant de taux garantis annuels, la vérification intervient en fin d'année pour chaque salarié ou, en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin du contrat de travail.

Les valeurs fixées par le barème sont applicables *pro rata temporis* en cas d'entrée en fonction, de changement de classement, de suspension ou de départ de l'entreprise en cours d'année.

Article 3

Dépôt

Le présent accord établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 du code du travail .

Fait à Nice, le 31 mai 2011.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Barème des taux garantis à compter de l'année 2011

Base : 151,67 heures mensuelles (35 heures hebdomadaires).

(En euros.)

NIVEAU	K	OUVRIER ATAM
I	140	16 425
	145	16 425
	155	16 479
II	170	16 490
	180	16 548
	190	16 607
III	215	17 045
	225	17 800
	240	18 928
IV	255	19 917
	270	21 074
	285	22 219
V	305	23 648
	335	25 955
	365	28 276
	395	30 584

ANNEXE II

Barème des rémunérations minimales hiérarchiques à compter du 1^{er} mai 2011

Base de calcul de la prime d'ancienneté : 35 heures.

Base : 151,67 heures.

Valeur du point : 14,34 €.

I. – Administratifs et techniciens

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	K	PRIME
I	1	140	725,69
	2	145	725,85
	3	155	726,15
II	1	170	737,80
	2	180	781,20
	3	190	824,60
III	1	215	933,10
	2	225	976,50
	3	240	1 041,60
IV	1	255	1 106,70
	2	270	1 171,80
	3	285	1 236,90
V	1	305	1 323,70
	2	335	1 453,90
	3	365	1 584,10
		395	1 714,30

II. – Ouvriers

(incluant la majoration de 5 %
découlant de l'accord national du 30 janvier 1980)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	K	PRIME
I	1	140	761,97
	2	145	762,14
	3	155	762,46

NIVEAU	ÉCHELON	K	PRIME
II	1	170	774,69
	3	190	865,83
III	1	215	979,76
	3	240	1 093,68
IV	1	255	1 162,04
	2	270	1 230,39
	3	285	1 298,75

III. – Agents de maîtrise d’atelier

(incluant la majoration de 7 %
découlant de l’accord national du 30 janvier 1980)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	K	PRIME
III	1	215	998,42
	3	240	1 114,51
IV	1	255	1 184,17
	3	285	1 323,48
V	1	305	1 416,36
	2	335	1 555,67
	3	365	1 694,99
		395	1 834,30